



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

CPSD/467

Quatrième Commission

19^e séance – après-midi

QUATRIÈME COMMISSION: LA PRÉCARITÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'UNRWA AU CŒUR DES DÉBATS

Pour le Commissaire général de l'Office, la reconstruction de Gaza passe par la levée du blocus israélien

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Filippo Grandi, a de nouveau tiré la sonnette d'alarme aujourd'hui devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), face à l'extrême précarité de la situation financière de l'Office. Ce dernier, 60 ans après sa création, mène une réforme pour accroître l'efficacité de ses services aux réfugiés.

M. Grandi, dont c'était le premier rapport, a souligné que les déficits budgétaires affectaient tant le budget de base de l'Office, que le Fonds général, qui finance notamment les activités de base en matière de santé, d'éducation, et les contributions d'urgence. Si depuis la parution du rapport, qui faisait état d'un déficit de 85 millions de dollars pour le budget de base uniquement, les trois plus grands contributeurs de l'Office (Union européenne, États-Unis et Royaume-Uni) ont annoncé des contributions additionnelles, M. Grandi a dit espérer pouvoir combler le fossé restant. Il a reconnu que cette précarité financière chronique, devenue aujourd'hui alarmante, affecte les activités de l'Office et contraste fortement avec la réaffirmation du soutien de la communauté internationale à la mission de l'UNRWA. En vue de faire face à cette situation, M. Grandi s'est efforcé, depuis sa prise de fonctions il y a un an, d'élargir la base des donateurs à l'Office en y incluant des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, sans compter un appui plus généreux des pays arabes. Il tente également de mettre en place des nouveaux partenariats avec des fondations et le secteur privé.

Abordant la situation sur le terrain et les conditions de travail de l'Office, M. Grandi a insisté sur le fait que le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza touche tous les aspects de la vie de la population. Pour lui, la reprise économique et la reconstruction de Gaza ne peuvent se faire que si les biens et les personnes peuvent circuler librement. S'il reconnaît les préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité, l'Office n'en demande pas moins la levée du blocus.

Cet appel a été partagé par les intervenants qui ont participé au débat général de cet après-midi. Pour la déléguée de l'Égypte, qui s'exprimait au nom du Mouvement des non-alignés, ce blocus signifie concrètement la fin de tout projet de reconstruction à Gaza. Par ailleurs, faisant écho à l'appel de M. Grandi à de nouveaux contributeurs, le Mouvement des non-alignés s'est dit prêt à envisager d'autres options qui permettraient de répondre aux graves problèmes de sous-financement du budget de l'UNRWA.

La plupart des délégations, dont celle de la Mission d'observation permanente de la Palestine, pour qui l'Office a été une « force stabilisatrice dans la région depuis 60 ans », ont rendu un vibrant hommage au rôle de l'UNRWA. Le représentant du Maroc a noté qu'en dépit de moyens financiers adéquats, l'Office a pu poursuivre un travail remarquable, notamment en fournissant des services de base aux populations réfugiées en matière de santé, d'assistance et d'éducation.

Face à la situation financière alarmante de l'Office, la délégation de la Belgique, qui s'exprimait au nom de l'Union européenne dont la contribution s'élève à 175 millions d'euros au budget régulier de l'Office, a appelé à un partage accru des responsabilités en la matière. Pour l'Union, le fait que 90% des ressources de l'UNRWA soient le fait de 15 pays uniquement est une situation intenable à termes. De son côté, le représentant de l'Arabie saoudite a souligné que l'appui financier à l'Office n'était pas l'unique solution, alors que l'appui politique était la seule option possible pour résoudre la question palestinienne, évoquant dans ce contexte le potentiel de l'Initiative de paix arabe.

La Quatrième Commission se réunira demain, mardi 2 novembre, à 15 heures, pour poursuivre son débat général relatif à l'UNRWA.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Présentation

M. FILIPPO GRANDI, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), intervenant pour la première fois depuis sa prise de fonctions, devant la Quatrième Commission, a déclaré que soixante et un ans après la création d'UNRWA, sa mission est toujours aussi vitale, des difficultés financières qui affligent régulièrement l'Office.

Les derniers mois ont été marqués par un renouveau des efforts pour rechercher la paix au Moyen-Orient, a rappelé le Commissaire général. Pour lui, indépendamment de la complexité extrême, il faut continuer à croire que les acteurs politiques prendront les décisions courageuses qui s'imposent. La communauté internationale ne doit pas lâcher prise, il faut une solution pacifique au conflit israélo-palestinien qui passe par un État palestinien vivant en paix avec les pays voisins, la fin de l'occupation, et surtout une solution juste et durable aux souffrances des réfugiés, sans quoi les activités de l'UNRWA resteront nécessaires.

Abordant les défis spécifiques à relever, M. Grandi a constaté que Gaza était toujours affligé par les conséquences de la destruction et des souffrances humaines de la guerre récente. Tout en saluant les mesures positives prises par Israël pour faciliter l'accès à certains biens de consommation et matériaux de construction nécessaires à un certain nombre de projets contrôlés au niveau international, il a regretté que la situation reste difficile et a estimé qu'il était essentiel de pouvoir reconstruire l'infrastructure et de normaliser les conditions économiques. Cela s'avère difficile car les matériaux de construction nécessaires font l'objet de restrictions sévères et de procédures d'importation complexes, ce dont témoigne le fait que seuls 24% des importations demandées pour les projets approuvés par l'Office aient été acceptés. Tout en reconnaissant les besoins légitimes d'Israël en termes de sécurité, le Commissaire général s'est associé au Secrétaire général pour demander que plus de biens puissent entrer à Gaza et que des mesures soient prises pour normaliser le commerce, de même qu'il faut lever le blocus sans quoi le processus de reprise économique n'est pas possible à Gaza. Cela l'a amené à demander que les causes profondes du blocus soient réglées, car, selon lui, des mesures isolées seront insuffisantes et ne

permettront pas de diminuer le niveau de dépendance de la population de Gaza de l'aide internationale.

S'agissant de la situation en Cisjordanie, le Commissaire général a fait état de signes de reprise économique encourageants. Cependant les indicateurs macroéconomiques n'ont pas encore eu de répercussions directes sur les conditions de vie de la majorité des réfugiés. Pour M. Grandi, la situation des réfugiés vivant dans l'ombre du mur de séparation et des communautés rurales qui connaissent des restrictions d'accès au travail, à leurs terres et aux services, « choquantes », sont particulièrement alarmantes. Il a également attiré l'attention sur la situation spéciale des réfugiés de Jérusalem-Est, environ 70 000 personnes qui sont victimes d'évictions forcées de leurs domiciles. S'agissant de la situation des réfugiés palestiniens au Liban, il a salué la décision courageuse que le Parlement a prise en août dernier pour changer le droit du travail et leur permettre d'accéder aux emplois dans le secteur privé.

Revenant sur la précarité extrême de la situation financière du Fonds général de l'Office qui finance les activités de base en matière de santé, d'éducation et d'assistance, M. Grandi a également fait état d'un déficit de 85 millions de dollars du budget opérationnel de l'UNRWA. Cependant, au cours des dernières semaines, l'Union européenne, les États-Unis et la Royaume-Uni, les trois plus grands contributeurs de l'Office, ont annoncé des contributions additionnelles, a-t-il remarqué, ce qui devrait permettre à l'Office de continuer ses services au-delà d'Octobre 2010, le déficit actuel étant de l'ordre de 30 millions de dollars. En attendant des contributions supplémentaires de donateurs traditionnels et non-traditionnels, et avec une gestion prudente des ressources disponibles, M. Grandi espère pouvoir combler le fossé. Il a cependant souligné que les déficits qui ont touché tant le budget de base, le Fond général et les contributions volontaires, la poursuite des services de l'Office et leur qualité risquent d'être sérieusement compromis et de remettre en cause la réforme actuelle de l'Office. Depuis sa prise de fonction, il a révisé les stratégies de mobilisation des ressources de l'Office, et il présentera les conclusions du Groupe de travail sur cette question à la prochaine réunion. De plus, M. Grandi essaye d'élargir la base des donateurs de l'Office en y incluant des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à l'avenir, sans compter un appui plus généreux des pays arabes. M. Grandi essaye également de mettre en place des nouveaux partenariats avec des intervenants non étatiques comme les fondations et le secteur privé.

M. Grandi a également présenté les différentes mesures prises par l'Office dans le cadre de la réforme actuelle, notamment en matière de développement organisationnel et de transformations institutionnelles.

Rappelant que la mission principale de l'Office est de faciliter le développement humain des réfugiés palestiniens, M. Grandi a mis en avant l'importance du programme d'éducation primaire pour les générations futures.

Le Commissaire général a encouragé la communauté internationale à tenir compte des aspirations et inquiétudes des réfugiés palestiniens dans le cadre des négociations de paix. Il faut, selon lui, leur permettre de faire entendre leur voix car il y va de l'intérêt de tous. Il a également fait part de sa profonde gratitude aux pays qui, par leurs contributions financières, permettent à l'Office de poursuivre sa mission sur le terrain, de même qu'aux autorités hôtes (jordanienne, libanaise, palestinienne et syrienne) pour leurs contributions continues et diverses en accueillant les réfugiés. Sans leur appui, UNRWA ne pourrait simplement pas fonctionner, a affirmé le Commissaire général. Il a également rendu hommage aux personnels de l'Office qui sont les « héros inconnus du travail de longue haleine de l'Office ». Il a regretté que son personnel local soit le seul à ne pas bénéficier de compensations pour les risques qu'ils prennent dans le cadre de leur travail dans un environnement de conflit.

En conclusion, M. Grandi a déclaré que les Palestiniens n'ont qu'une envie, celle de pouvoir mener une vie normale en liberté et avec dignité, et qu'ils attendent des États Membres et des acteurs internationaux d'être à la hauteur des promesses de la Charte des Nations Unies en matière de réfugiés. Ils attendent de la compassion et une action politique courageuse de la part de la communauté internationale. Tant qu'il n'y aura pas la paix, UNRWA poursuivra à faire ce qu'il s'impose et a besoin pour cela de l'appui continu et infaillible de la communauté internationale, a conclu le Commissaire général.

Débat interactif

Mettant l'accent sur les informations contenues dans le rapport du Commissaire général de l'UNRWA, le représentant du Maroc a souhaité avoir des renseignements supplémentaires sur la stratégie financière de l'UNRWA.

L'Observateur permanent de la Palestine a salué l'exposé fort riche du Commissaire et les informations qui figurent dans ce document. Il a également salué les rapports financiers très détaillés, notamment le programme de l'UNRWA pour faire face aux défis. Il a indiqué que les questions de la population réfugiée de Palestine et des pays hôtes sont essentielles. À cet égard, la Palestine partage les difficultés de l'UNRWA pour relever tous les défis, notamment répondre à la situation dans la bande de Gaza occupée où vivent 1,5 millions de réfugiés. Il a également mis l'accent sur l'action de l'Office dans le camp de réfugiés au Liban de Nahr el-Bared. Ce camp a été complètement détruit et mon Gouvernement appuie actuellement le Gouvernement libanais dans les efforts de reconstruction. Nous ne souhaitons pas que ce camp reste dans une situation de destruction, a dit le représentant.

L'Observateur permanent a souhaité davantage de précisions concernant les informations fournies à l'été 2010 relatives à la volonté d'Israël de relâcher le blocus sur la bande de Gaza. Toutefois, a-t-il dit, il semble qu'en octobre de cette année, seuls 20% de produits ont été autorisés à entrer dans la bande de Gaza. Par ailleurs, le représentant a demandé quels étaient les besoins de fond de l'UNRWA et quels sont les stratégies que l'Office envisage d'adopter pour mettre fin aux cycles récurrents de difficultés financières.

Le Commissaire général de l'UNRWA a estimé que l'Office doit arriver à mieux expliquer ce que l'appui central à son budget signifie. Il faut parvenir à expliquer davantage que le budget central de l'Office est l'instrument clef qui permet de mettre en place des systèmes d'éducation. Si nous sommes privés de ce budget central, c'est l'éducation que nous serons obligés de stopper, a-t-il déploré. Il nous faut parvenir à mieux mobiliser des fonds et il nous faut également élargir la base des donateurs et diversifier cette base. Nous devons, a ajouté M. Grandi, envisager des partenariats, par exemple avec le secteur privé.

Le Commissaire général a, par ailleurs, indiqué avoir noté des avancées dans le processus d'autorisation pour le passage de matériels de construction à destination de la bande de Gaza. Ce processus est toutefois laborieux et les procédures complexes, a-t-il dit.

Concernant la question du budget, le Commissaire général a lancé un appel pour que le budget de l'UNRWA soit plus étoffé et soit aligné avec le reste de l'ONU. Tous les fonds collectés sont consacrés aux réfugiés et l'UNRWA ne dispose pas de fonds d'avance, a-t-il dit.

Le représentant de l'Égypte a mis l'accent sur les efforts déployés par l'UNRWA. Concernant les installations de l'UNRWA détruites lors du conflit dans la bande de Gaza, où en est la reconstruction, a-t-

il demandé. Le représentant a, par ailleurs, fait part de sa préoccupation après certains propos politiques tenus par l'un des membres de l'UNRWA. Il a rappelé que l'Office n'était pas politique.

Le représentant du Liban a également réitéré l'appui de son pays à l'UNRWA. La question des réfugiés n'est pas seulement une question humanitaire, mais c'est également une question politique, a-t-il dit. Il faut assurer le droit des réfugiés à retourner chez eux. Il a également fait part de ses préoccupations après les propos tenus par un membre de l'UNRWA. Saluant les bailleurs de fonds qui continuent d'appuyer l'Office, le représentant a mis l'accent sur ses problèmes financiers.

Le représentant de l'Australie a souhaité savoir de quelle manière l'UNRWA envisageait d'obtenir des fonds nécessaires à sa réserve de roulement.

Le Commissaire général de l'UNRWA a indiqué que la réhabilitation des installations faisait partie du plan de reconstruction que l'UNRWA. Il s'agit d'écoles, de centres de soins et de résidences privées, a-t-il dit. Ce plan, qui a été présenté par l'Office et le PNUD, d'une valeur de 250 millions de dollars, a été abordé lors de la réunion des bailleurs de fonds qui s'est tenue en septembre à New York. Le Commissaire général a indiqué qu'il ne s'agissait pas seulement des infrastructures détruites mais également de celles qui doivent être rénovées. Il y a un besoin urgent d'écoles à Gaza mais il a regretté que cela prenne beaucoup trop de temps. S'agissant de la qualité de l'éducation, M. Grandi a souhaité davantage de ressources. S'agissant de la remarque du représentant du Liban, il a mis l'accent sur la nécessité de lever le blocus.

Concernant les propos tenus par l'un des membres du personnel de l'UNRWA, M. GRANDI a rappelé que l'Office s'est immédiatement distancé de cette déclaration. « Cette déclaration malheureuse ne reflétait pas la position de l'Office ». Le Commissaire général a remercié l'Australie d'avoir participé à atténuer les déficits budgétaires.

Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a demandé s'il était possible pour des États de faire parvenir des cargaisons humanitaires à Gaza par les points de passage.

Répondant à ces questions, le Commissaire général de l'UNRWA a reconnu le soutien important de la Libye aux efforts de reconstruction à Gaza. Pour ce qui est des cargaisons, il a expliqué qu'UNRWA avait participé à la gestion logistique de ces cargaisons une fois qu'elles avaient été déchargées dans un port.

Débat général

Mme FEDA ABDELHADY-NASSER, Observatrice permanente de la Palestine, a fait valoir que l'UNRWA, avec le soutien des donateurs internationaux, n'a cessé d'aider les réfugiés palestiniens par le biais de ses programmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, des microfinancements et des secours d'urgence. Pour elle, l'UNRWA a été une véritable force stabilisatrice dans la région. Remarquant que les programmes de l'UNRWA et les défis que l'Office relève ne peuvent être abordés en dehors du contexte politique dans lequel il opère, elle a regretté que 60 ans après la création de l'Office, 4,8 millions de palestiniens vivent toujours comme un peuple déraciné. La souffrance des réfugiés palestiniens est une question fondamentale pour le statut final. Elle a réaffirmé le droit du peuple palestinien à obtenir une juste compensation pour les souffrances qu'il a endurées. Elle a également réitéré le droit au retour des réfugiés palestiniens, et des personnes déplacées en déplorant qu'Israël ait fait obstruction à ce droit.

Affirmant que les réfugiés dans les camps du territoire palestinien occupé font l'objet d'une punition collective, elle a mis particulièrement l'accent sur la situation insoutenable qui prévaut à Gaza du fait du blocus imposé par Israël. L'agression israélienne récente a provoqué la destruction de près de 60 000 foyers, des dommages psychologiques considérables et une démolition des infrastructures, a-t-elle rappelé, avant d'ajouter qu'aujourd'hui encore la population de Gaza vit toujours dans une précarité extrême et la reprise économique et la reconstruction sont quasi impossibles du fait des restrictions imposées à la libre circulation des biens et des personnes par Israël, la puissance occupante.

S'agissant de la réalité sur le terrain, elle a souligné que plus de 76% des familles de Gaza souffrent d'insuffisance alimentaire et que le nombre de familles vivant dans une pauvreté extrême est en hausse, le taux de chômage est de l'ordre de 43% et l'accès à l'eau potable reste difficile et irrégulier. De plus, les dommages infligés aux infrastructures et au système éducatif et de santé n'ont toujours pas pu être réparés. Ainsi 40 000 enfants palestiniens n'ont pas pu s'inscrire à l'école cette année suite au manque de salles de classe. Elle a expliqué en large partie cette situation par le blocus israélien, et exige qu'il soit levé sans plus tarder car il y va de la reprise économique dans la bande de Gaza. S'agissant des conséquences de la construction illicite des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, la représentante a dénoncé les intimidations de la force d'occupation et le manque de recours contre ces mesures illégales. Pour elle, la situation actuelle, qu'elle a qualifiée d'anormale, d'injustifiable et d'insupportable, a un impact gravissime sur les réfugiés et empêche UNRWA de remplir sa mission dans les Territoires palestiniens occupés. Dans ce contexte, elle a également souligné qu'il fallait impérativement respecter l'immunité de l'UNRWA et garantir la sécurité de son personnel, dénonçant à nouveau les attaques israéliennes sur les installations de l'Office. Pour la représentante, Israël doit respecter ses obligations légales, y compris la quatrième Convention de Genève.

Avant de conclure, elle a remercié l'UNRWA pour ses efforts extraordinaires au cours de l'année écoulée, notamment les programmes spéciaux à l'attention des enfants, des jeunes, des femmes et des plus vulnérables.

Mme SOHA GENDI (Égypte), s'exprimant au nom du Mouvement des non-alignés, a salué le rôle essentiel qu'occupe l'UNRWA dans l'amélioration du sort de plus de 4,8 millions de réfugiés palestiniens, et ce, malgré les nombreux défis et obstacles auxquels est confronté l'Office. Grandement préoccupé par les conditions de vie extrêmement difficiles de ces réfugiés dans le territoire occupé, y compris Jérusalem-Est, ainsi que dans les camps de Gaza, à la suite des constantes mesures de restrictions et de blocus imposées par Israël, elle s'est dit particulièrement inquiète des mesures d'embargo qui touchent l'entrée de matériaux de construction à Gaza. Dans la pratique, cette mesure a mis fin à tous les projets de reconstruction, y compris les écoles et les centres médicaux, avec -entre autres- des conséquences désastreuses pour les enfants palestiniens, dont le droit à l'éducation est ainsi bafoué de manière flagrante et systématique, a ajouté la représentante.

S'agissant de la situation budgétaire de l'Office, elle a estimé que celle-ci requiert une attention accrue de la part des donateurs et des institutions financières afin de répondre au manque chronique de fonds et aux appels d'urgence. Les contributions à l'Office devraient être revues à la hausse pour pallier le manque constant de moyens exacerbé par la situation sur le terrain. À cet égard, le Mouvement des non-alignés est prêt à envisager d'autres options qui permettraient de répondre aux graves problèmes de sous-financement du budget de l'UNRWA, a-t-elle ajouté. Elle a également indiqué que le groupe soutenait pleinement la demande de l'Office en personnel supplémentaire.

M. JAN GRAULS (Belgique), s'exprimant au nom de l'Union européenne, a rappelé le rôle très important joué par l'UNRWA pour améliorer les conditions de vie et le développement humain de plus de 4,7 millions de réfugiés de Palestine dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban, et en

Syrie. Dans ce contexte, nous exprimons notre soutien plein et entier à une extension du mandat de l'UNRWA et témoignons de notre appréciation pour le travail réalisé par l'Agence, a indiqué M. Grauls. L'Union européenne tient particulièrement à saluer la tenue d'un évènement d'aussi grande importance que les Jeux d'Été à Gaza. Le représentant est ensuite revenu sur les questions d'éducation, affirmant que des mesures d'urgence devaient être prises pour répondre aux besoins de 39 000 enfants qui, à Gaza, sont privés des enseignements offerts par les Nations Unies. Nous souhaitons que des réformes soient mises en oeuvre dans les programmes éducatifs de l'UNRWA, s'agissant notamment de la formation des enseignants et de l'assistance aux enfants ayant des besoins spécifiques, a expliqué M. Grauls.

Sur le terrain, la situation n'est toujours pas favorable à l'action humanitaire, a-t-il poursuivi. L'Union européenne a accueilli favorablement les pas accomplis par Israël pour faciliter l'entrée de produits à Gaza, mais réitère son appel en faveur d'une mise en oeuvre de la résolution 1860 (2009) et de l'accord de 2005 réglant les déplacements et l'accès. Nous appelons à une cessation complète de toutes les violences, a ajouté le représentant. Il a ensuite rappelé que l'Union européenne et ses États membres restaient les plus larges donateurs de l'UNRWA, avec 175 millions d'euros alloués à son budget régulier. Mais face à la situation financière alarmante de cette institution, l'Union européenne appelle à un partage accru des responsabilités en la matière. Le fait que 90% des ressources de l'UNRWA ne soient le fait que de 15 pays est une situation qui n'est pas tenable, a expliqué le représentant. L'Union européenne exhorte l'Office à adopter des mesures d'une efficacité maximale pour réduire les coûts opérationnels et administratifs, et maximiser l'usage des ressources; par ailleurs, elle soutient l'effort ambitieux tourné vers la revitalisation de l'agence et une meilleure efficacité. M. Grauls a conclu son propos en appelant les parties à poursuivre les négociations pour que celles-ci aboutissent, dans un délai précis, à une solution reposant sur deux États vivant côte à côte.

M. TALAT SALIM REDWAN (Arabie saoudite) a salué le rôle fondamental et humanitaire que l'UNRWA a joué depuis sa création et a exhorté l'Office à poursuivre ses efforts consacrés à la mise en oeuvre des programmes de secours et des services à tous les réfugiés palestiniens. Le développement des structures, tels que de nouveaux centres sociaux et des écoles est, selon le représentant, nécessaire pour faire face à une population croissante de réfugiés. Afin d'atteindre ces objectifs, la communauté internationale et plus précisément les pays donateurs et les institutions financières spécialisées comme la Banque mondiale doivent redoubler leurs contributions en vue de permettre le financement de l'Office et de ses programmes et pour réduire les déficits budgétaires dont souffrent l'agence.

L'Arabie saoudite, a-t-il dit, condamne le siège continu de la bande de Gaza et demande la levée immédiate de ce blocus. Il a également, au nom de sa délégation, appelé à la démolition du mur de séparation. Mon pays, a-t-il poursuivi, attache une grande importance à la promotion des questions humanitaires. À cet égard, l'Arabie saoudite a appuyé les budgets, à la fois de l'Autorité palestinienne et de l'UNRWA, de 2002 à 2009, à hauteur de 734,8 millions de dollars. Mon pays, a-t-il souligné, a ainsi été le principal contributeur dans le domaine des contributions volontaires pour financer les opérations de secours humanitaires en 2008, a-t-il dit. Deux cents millions supplémentaires ont été alloués pour des projets à l'étude avec le Fonds Al-Aqsa, qui est géré par la Banque islamique de développement, l'UNRWA et la Banque Mondiale. De plus, a-t-il poursuivi, l'Arabie saoudite a donné 25 millions de dollars au camp de réfugiés libanais de Nahr el-Bared. L'Arabie saoudite continue à appuyer l'UNRWA, a ajouté le représentant.

La question du Moyen-Orient continue de menacer la paix et la sécurité internationales, a-t-il regretté. Tous les membres de la ligue arabe appuient les efforts continus pour parvenir à une paix complète au Proche-Orient. L'Arabie saoudite a constamment joué un rôle pour soutenir le processus de paix, a-t-il poursuivi. Il a mis l'accent sur l'initiative de paix arabe proposée par son pays et approuvée par tous les pays qui veulent trouver une solution pacifique. Il a souligné que l'appui financier n'était pas

l'unique solution, mais que l'appui politique était la seule solution pour résoudre la question palestinienne. Il a souhaité que les négociations directes entre le Gouvernement Israélien et l'Autorité palestinienne reprennent.

Mme TINE MORCH SMITH (Norvège) a fait remarquer que, ces dernières années, la situation financière de l'Office et son déficit budgétaire récurrent –prévu à 20% du Fonds général en 2010– demeuraient au cœur des débats de l'Assemblée générale et de la Commission consultative. Des contributions extraordinaires de la part de généreux donateurs ont permis de réduire le fossé, rendant plus ou moins possibles des opérations tout au long de l'exercice budgétaire, mais les projections sont sombres et le déficit attendu pour 2011 excède celui de cette année, a-t-elle indiqué. Le simple fait que la population de réfugiés croît en moyenne de 2,4% par an oblige les États Membres à reconnaître que les défis à long terme de l'UNRWA doivent être adressés en termes financiers, opérationnels et coopératif, a-t-elle estimé, et doivent aborder trois questions clefs: Comment l'Office est-il financé? Comment opère-t-il? Et comment collabore-t-il avec d'autres partenaires?

Primo, il faut veiller à un meilleur équilibre dans la répartition de la charge au sein de la Commission consultative. Elle a rappelé que 90% du Fonds général est couvert par les 10 principaux membres, tandis que les 10% restants sont pris en charge par les 13 autres. La solution aux problèmes financiers de l'UNRWA ne réside pas uniquement au sein de la Commission consultative, a-t-elle poursuivi, appelant à une nouvelle sensibilisation des principaux donateurs. Elle a indiqué que sa délégation est prête à chercher de nouveaux contributeurs mais que les récents efforts en ce sens avaient connu des résultats limités ces dernières années. Deuxièmement, la communauté internationale doit être assurée que tout est fait pour réduire et limiter les coûts de l'Office, a-t-elle indiqué. Enfin, la représentante a plaidé pour une coordination et des synergies accrues avec d'autres institutions de l'ONU, des acteurs humanitaires et du développement. Elle a conclu en rappelant que le montant de l'aide au territoire occupé avoisine 5 milliards de dollars par an, que 80 pays ont mis en place des programmes de développement bilatéraux, qu'une pléthore d'ONG ont des activités sur le terrain et que 21 agences et programmes spécialisés des Nations Unies sont actifs dans les Territoires palestiniens occupés.

M. DAVID WINDSOR (Australie) s'est félicité des activités considérables de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Il a cité le soutien à 4,7 millions de réfugiés palestiniens, la gestion de 691 écoles avec 483 000 écoliers, de 137 cliniques avec 4 000 personnels médicaux. Il a salué également le soutien financier et alimentaire apporté à 257 000 réfugiés particulièrement désavantagés en 2008, et l'appui fourni à 35 000 réfugiés handicapés et à 64 centres de promotion de la femme. Citant une contribution australienne à l'UNRWA de 88 millions de dollars depuis 2001, il a mis l'accent sur des projets australiens visant à l'amélioration des infrastructures liées à l'eau et à l'assainissement dans 105 écoles, des contrats à court terme pour 54 000 réfugiés, la couverture médicale de 15 000 écoliers par le biais d'une collaboration avec l'UNRWA et la couverture médicale de 160 000 femmes enceintes par le biais d'une collaboration avec le FNUAP.

Le représentant a indiqué que l'Australie allait augmenter sa contribution à l'UNRWA durant l'exercice financier 2010-2011 et procéder à la signature d'un accord pluriannuel. Il a précisé que l'Australie accordait 125 millions de dollars par an depuis 2007 au renforcement des institutions palestiniennes. Il a salué les initiatives israéliennes visant à permettre à plus de biens d'entrer à Gaza. Il a exhorté Israël à faire plus d'efforts afin d'augmenter le flux d'aide humanitaire entrant à Gaza. Il a condamné les lâches attaques contre les camps de vacances de l'UNRWA. Il a souhaité que la soixante-sixième session de l'Assemblée générale de l'ONU soit l'occasion d'accueillir les représentants d'un État palestinien.

M. PHAM VINH QUANG (Viet Nam) a souligné que ces dernières années, l'Office de secours et

de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) avait accompli des efforts énormes en vue de fournir des programmes et services à des millions de réfugiés palestiniens. Il s'est ensuite félicité de la poursuite de réformes ayant abouti, notamment, à l'adoption de meilleures pratiques dans le cadre du processus de recrutement. C'est dans ce contexte qu'il a appelé les Nations Unies à accroître leur soutien à l'Office. M. Quang a, par ailleurs, averti que la faiblesse des ressources financières de l'UNRWA affecte de façon critique ses opérations. Aussi, a-t-il insisté, il est important que la communauté internationale réaffirme son engagement envers l'Office et envers le développement des populations palestiniennes. Pour sa part, a-t-il mentionné, le Viet Nam, a alloué 200 000 dollars à l'UNRWA, dans le cadre de l'Appel éclair pour Gaza, lancé en 2009. M. Quang s'est dit, en outre, gravement préoccupé par le fait que le blocage de la bande de Gaza soit entré dans sa quatrième année et qu'il continue d'affecter plus d'un million de personnes. Il a, face à cette situation accentuée par d'autres difficultés, invité Israël à cesser ses activités militaires, de même a-t-il plaidé pour la protection du personnel de l'Office de secours et pour l'octroi de conditions de sécurité propices à l'accomplissement de leur travail. Il a conclu en réitérant son attachement à une paix durable au Moyen-Orient qui passe par la solution de deux États vivant en paix.

M. AMINE CHABI (Maroc) a indiqué que le rapport du Commissaire général de l'UNRWA était alarmant et qu'il soulignait les difficultés croissantes auxquelles l'Office est confronté dans l'exercice de son mandat. Ce rapport, a-t-il ajouté, attire également l'attention de la communauté internationale sur l'urgence d'augmenter les fonds alloués à l'UNRWA, qui est confronté à un déficit de moyens financiers, opérationnels et humains. Dans un contexte de blocage du processus de paix, l'Office joue un rôle fondamental dans la stabilité de la région, a estimé le représentant marocain. En dépit d'absence de moyens financiers adéquats, l'Office a pu poursuivre un travail remarquable, notamment en fournissant des services de base aux populations réfugiées en matière de santé, d'assistance et d'éducation.

M. Chabi a, par ailleurs, exprimé ses préoccupations concernant l'absence de scolarisation des milliers d'enfants gazaouis. Plus de six décennies après la création l'UNRWA, la situation humanitaire de la population palestinienne s'est détériorée, a-t-il dit. Le blocus a eu des conséquences sur la vie quotidienne de près de 1,5 million de personnes bloquées à l'intérieur, a dénoncé le représentant. Il a rappelé que 80% de la population gazaouie dépendait de l'aide alimentaire de l'ONU et que les structures sanitaires continuaient à se détériorer. Le représentant a également déploré la disparition de l'ensemble des structures économiques et un taux de chômage qui atteint près de 43%. La moitié des importations destinées au territoire de Gaza concernent les produits alimentaires de base et font l'objet de contrôles stricts dans les points de passage, a-t-il dit.

Le budget annuel de l'UNRWA, estimé à quelques 600 millions de dollars, est simplement insuffisant pour subvenir aux besoins de base des réfugiés, installés dans quelques 58 camps et répartis sur quatre pays, a déploré M. Chabi. Cette situation qui se perpétue, risque, selon lui, d'avoir un impact dévastateur sur toute la région où toute une génération de palestiniens seront privés de leurs droits les plus élémentaires. En tant que Président du Comité Al Qods, le Roi Mohammed VI a exprimé sa profonde préoccupation face aux décisions prises par les Autorités israéliennes visant à modifier la composition démographique de la Ville sainte. Il ne peut y avoir de paix durable sans justice, a-t-il ajouté. Face à la multiplication des obstacles dressés à la relance des pourparlers directs, le représentant a mis l'accent sur la nécessité pour la communauté internationale de peser de tout son poids pour créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations.

M. IHAB HAMED (République arabe syrienne) a rappelé que 5 millions de Palestiniens ont été obligés de quitter leur terre. Israël a placé en détention des centaines, voire des milliers de civils innocents et a poursuivi ses colonies de peuplement, a-t-il ajouté. Il a déploré que le blocus sur la bande de Gaza et l'interdiction de l'entrée de matériaux de construction aient retardé la mise en œuvre du

programme de reconstruction. Rappelant que 80% de la population gazaouie dépend de l'aide alimentaire de l'ONU, le représentant a estimé qu'Israël continuait à s'opposer à la communauté internationale qui lui demande de mettre fin à ce blocus. L'armée israélienne a attaqué la flottille qui transportait de l'aide humanitaire pour Gaza. Cette flottille a été interceptée dans les eaux internationales, ce qui est contraire au droit international, a dénoncé le représentant.

S'agissant de Jérusalem-Est, il a indiqué que les colonies de peuplement et les couvre-feux ont un impact dévastateur sur la vie des Palestiniens. Il a également dénoncé les inspections par l'armée israélienne des véhicules de l'UNRWA. L'agression israélienne sur Gaza a détruit un grand nombre d'installations de l'UNRWA et a coûté la vie à 32 membres du personnels de l'Office et blessé 11 autres. Il a rappelé que son pays accueillait un demi-million de réfugiés palestiniens et qu'il a fourni 221 millions de dollars en 2009. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie l'Office de secours.

M. ABUZIED SHAMSELDIM AHMED MOHAMED (Soudan) a souhaité que la souffrance du peuple palestinien ne soit pas occultée et a appelé au retrait israélien de tous les territoires palestiniens occupés. Il a exhorté la communauté internationale à garantir le retour des Palestiniens dans leur territoire et à réaliser la paix au Moyen-Orient. La mémoire du monde regorge d'histoires de crimes perpétrés par l'occupation israélienne en Palestine, a-t-il expliqué. La liberté de mouvement et l'entrave aux biens de consommation courants ont augmenté un peu plus la souffrance du peuple palestinien dont 60% vit en dessous du seuil de pauvreté. S'agissant du déficit de l'Office, le représentant a appelé la communauté internationale à appuyer l'UNRWA. Il a salué les « pays frères » qui accueillent les réfugiés palestiniens sur leurs territoires. Il a également salué les pays qui contribuent à réduire la souffrance du peuple palestinien, grâce aux dons apportés.

Documentation

Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([A/65/13](#))

Rapport du Secrétaire général sur les « Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures » ([A/65/283](#))

Le présent rapport se réfère à la correspondance échangée entre le Secrétaire général et la Représentante permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies concernant les mesures prises par le Gouvernement israélien pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes de la résolution 64/88. Il rend également compte des informations fournies au Secrétaire général par le Commissaire général de l'UNRWA sur le retour en Cisjordanie et dans la bande de Gaza des réfugiés immatriculés auprès de l'Office qui vivaient en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne.

Dans sa réponse, Israël indique que malgré la menace sérieuse qui continue de peser sur sa sécurité, Israël n'a pas ménagé ses efforts en vue de créer des conditions favorables au développement économique palestinien et à la coopération, y compris en libéralisant le système grâce auquel les marchandises à usage civil entrent à Gaza, ainsi que d'engager un dialogue politique avec l'Autorité palestinienne et d'aider à apporter une aide humanitaire aux bénéficiaires palestiniens. Au cours de l'année écoulée, Israël a considérablement assoupli les restrictions imposées pour des raisons de sécurité en Cisjordanie.

Dans sa réponse, le Commissaire général de l'UNRWA a rappelé que l'Office ne participe à aucun arrangement relatif au retour des réfugiés ou au retour des personnes déplacées qui ne sont pas

immatriculées comme réfugiés. Ses informations se fondent sur les demandes faites par les réfugiés immatriculés rentrant chez eux qui souhaitent que leur dossier d'immatriculation auprès de l'Office soit transféré de la Jordanie, du Liban ou de la République arabe syrienne vers la région où ils s'installent. À la connaissance de l'Office, entre le 1er juillet 2009 et le 30 juin 2010, 376 réfugiés immatriculés auprès de l'Office qui se trouvaient en dehors du territoire palestinien occupé sont revenus en Cisjordanie et 272 dans la bande de Gaza. L'Office n'est pas en mesure d'évaluer le nombre total de personnes déplacées qui sont rentrées chez elles car seuls les réfugiés immatriculés figurent sur ses registres.

Rapport du Secrétaire général sur les « Biens appartenant à des réfugiés de Palestine et produits de ces biens » ([A/65/311](#))

Le 10 mai 2010, le Secrétaire général a envoyé à Israël et aux autres États Membres des notes verbales pour appeler leur attention sur les dispositions pertinentes des résolutions 64/87 à 64/90 de l'Assemblée générale et leur demander de fournir au plus tard le 8 juillet 2010 des informations sur toute mesure qu'ils auraient prise ou envisagée concernant la mise en œuvre de ces résolutions. Des réponses datées du 8 juillet et du 28 juin 2010 ont été reçues du Danemark et d'Israël concernant notamment la demande formulée au paragraphe 4 de la résolution 64/90. Le texte intégral en est reproduit dans le présent rapport. Aucune information n'a été reçue d'autres États Membres concernant la mise en œuvre de cette résolution.

Dans sa réponse, le Danemark a indiqué avoir versé cette année une contribution de base de 70 millions de couronnes danoises à l'UNRWA. Il a également confirmé une contribution supplémentaire de 10 millions de couronnes danoises destinée à la mise en œuvre d'activités pédagogiques à Gaza.

Quant à la réponse israélienne, elle rappelle que bien qu'Israël ait voté contre ces résolutions (64/87 à 64/90) car elles étaient politisées et partiales, il tient à réitérer son appui aux activités humanitaires de l'UNRWA. À cet égard, Israël réaffirme son intention de continuer à faciliter la prestation de services humanitaires aux bénéficiaires des activités de l'Office sur le terrain. Cependant, Israël reste préoccupé par l'inspiration politique de ces résolutions et s'inquiète de ce qu'elles ne présentent qu'une vue partielle, et ne tiennent pas compte des réalités locales. L'Office, organe humanitaire spécialisé, doit veiller à éviter d'aborder des questions controversées de nature politique. Israël est favorable à ce que l'on regroupe les résolutions sur l'Office et que l'on en supprime tout langage politique extrinsèque.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel